

GRESEA **échos**

revue trimestrielle
du groupe de recherche pour une stratégie économique alternative

Régistre Belge B
R.P. Bruxelles 1
141770
P601044
Fusoir
non prioritaire
à taxe réduite

privée, publique, quelle planification économique?

les cas du Brésil et de l'Éthiopie



articles de Raf Custers, Tristan Coloma et Samir Amin

Privée, publique, quelle planification économique ? Les cas de l'Éthiopie et du Brésil.

SOMMAIRE
N°84

Edito: Planification: histoire d'un hold-up/Erik Rydberg	p.1
La science-fiction n'est pas dans les choses/Raf Custers	p. 2
À qui profite la planification économique éthiopienne?/Tristan Coloma	p. 6
Brésil: entre dirigisme et realpolitik/Raf Custers	p. 10
Quelles alternatives à la mondialisation pour le sud ?/Samir Amin	p. 16
A lire	p. 20

Gresea échos N°84

Trimestriel: Oct.-Nov.-Déc. 2015

Couverture: **Donald Sturbelle**

Réalisé avec le soutien de



Editeur responsable:

Erik Rydberg, c/o GRESEA

Disponible dans les librairies:

Librairie Cépages

22 Avenue Jean Volders 1060 Bxl

PTB Shop, 171 Bld Lemonnier 1000

Bxl

Librairie Tropismes

Galerie des Princes 11 1000 Bxl

Comité de rédaction:

Erik Rydberg, Bruno Bauraind, Raf Custers, Romain Gelin, Natalia Hirtz, Henri Houben.

Relecture et Mise en page:

Zahra El Grandi
Nathalie Van Verre

Abonnement:

8 euros/4 numéros

3 euros/numéro

CB: 068-2464659-13

IBAN: BE08-0682-4646-5913

BIC (swift): GKCCBEBB

GRESEA asbl

Groupe de Recherche pour une
stratégie économique alternative

Rue Royale 11, B-1000 Bruxelles

Tél. + 32 (0)2 219 70 76

Fax + 32 (0)2 219 64 86

Email: info@gresea.be

Site: www.gresea.be

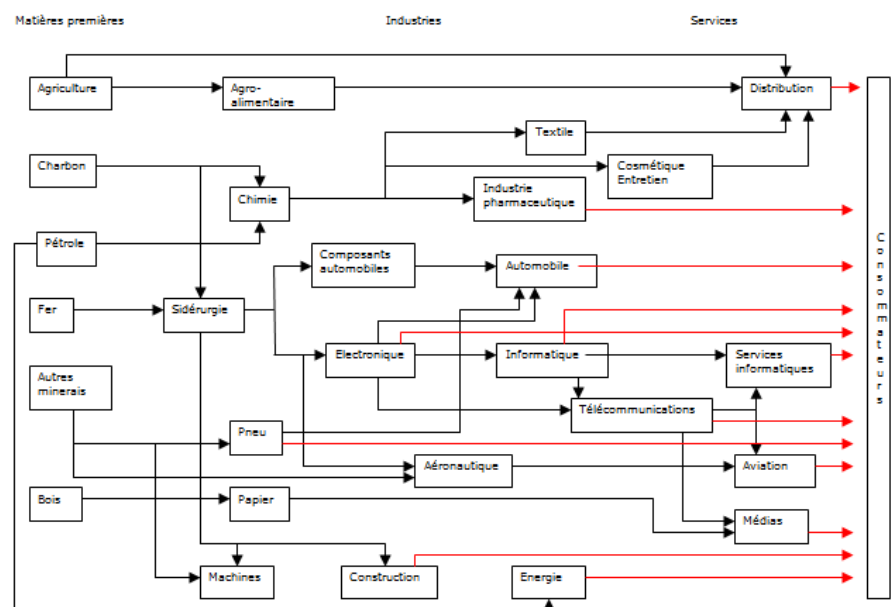
Planification: histoire d'un hold-up

«À l'époque actuelle, l'importance capitale de la planification pour l'évolution socio-économique des États contemporains apparaît dans toute son évidence.» À souligner trois fois, à gros traits épais, au crayon rouge. Car c'est clair comme de l'eau de roche! L'évidence même! À ne pas en douter, un seul instant!

Il y a juste un petit problème. La citation ci-dessus est datée de 1969. Idem pour son «évidence», s'imposant à tout honnête homme normalement constitué. La citation figure en tête de l'introduction au fascicule édité avec l'appui de l'UNESCO dans la collection Confluence (volume XIII) publiée par le Comité international pour la documentation des sciences sociales (CIDSS). Son titre: «La planification en URSS et dans les autres pays socialistes». Son auteur: Aleksander D. Kurskij, de l'Institut d'Économie de l'Académie des Sciences de l'URSS à Moscou. La traductrice: Jacqueline Portier. L'éditeur: Éditions Mouton, Paris – La Haye. Le colophon informe encore: «Printed in Belgium». Une main invisible l'a aimablement déposée aux archives du Gresea.

Kurskij poursuit en rappelant que, pour étudier la planification dans les pays socialistes, «il faut tout d'abord souligner la liaison directe et immédiate qui existe entre la planification à l'échelle de l'économie nationale tout entière et la propriété collective des moyens de production.» Ah! mais voilà un rappel utile. La planification n'a de sens que dans ce cadre-là, celui qui, depuis Marx et longtemps proclamé par tous les partis de gauche, fait de tous les travailleurs des «producteurs associés», collectivement propriétaires des fruits de leur travail, fruits dont seule la valeur d'usage prime, tout étant organisé – planifié – à cet effet. Longtemps proclamé: en 1969, encore, sans doute. En 2015, cela paraît bien lointain.

Aleksander Kurskij, il vit toujours? Et Jacqueline Portier, la traductrice, encore de ce monde? Se retrouveraient-ils dans le schéma du monde actuel? Le voici:



Le schéma rend bien les choses. L'économie mondiale est, plus que jamais, planifiée. Mais planifiée par les entreprises multinationales, planifiée en vue d'un dumping fiscal optimal, planifiée par des chaînes d'approvisionnement écrasant au plus bas les salaires partout, planifiée pour échapper au droit des peuples et des nations, planifiée au seul bénéfice des investisseurs-actionnaires, etc. Un pur hold-up de l'idée sociale de planification.

D'une certaine manière, cela simplifie. Un monde à l'envers, il suffit de le remettre à l'endroit.

Erik Rydberg

La science-fiction n'est pas dans les choses

Raf Custers, Gresea.

Il est devenu banal de dire que les richesses produites dans le monde suffisent pour que tous vivent une vie correcte. Il n'y a qu'un problème de répartition. De volonté politique, de rapport de forces. Il est moins fréquent d'entendre que les outils existent désormais pour «planifier» cela. Et pourtant, l'un ne va pas sans l'autre.

La scène se passe le 18 novembre 2015 à Bruxelles, boulevard Léopold II, dans un de ces grands bunkers «verre et béton» qui embastillent la ville. Le Réseau belge des Ressources naturelles y organise un colloque – c'est une petite organisation où s'activent des agitateurs professionnels dans la grande idée d'un monde meilleur. Le thème du colloque est le pétrole, l'or noir maudit. Telle est la mise en scène.

On dit parfois que ça bourdonne dans la tête quand on en reçoit une, une claque magistrale sur les oreilles. Et, effectivement, pendant le débat sur le pétrole, lorsque le représentant des industriels me parlait, ses paroles m'ont fait l'effet d'une claque et, sous mon crâne, une phrase résonnait en écho: contre les marchés, on ne peut rien, rien à faire, rien à faire ...

Juste avant, j'avais émis une thèse. La voici: d'un côté, les matières premières sont indispensables pour nous nourrir, nous vêtir, nous chauffer, nous instruire (et j'omets, nous amuser aussi), bref, elles sont indispensables pour satisfaire nos besoins vitaux. D'un autre côté, cependant, toutes les matières premières ne sont pas renouvelables. Il faut empêcher qu'elles soient exploitées aveuglément. Ce sont des biens communs. Elles appartiennent à nous tous. Il nous faut donc les gérer prudemment, dans une optique futuriste. Il faut, en deux mots, une planification ...

Mais le monsieur du secteur pétrolier rétorque: contre les marchés, on ne peut rien. Claque! Il n'y a rien à faire! TINA: There Is No Alternative. Le monsieur ne daigne même pas descendre de son piédestal – que d'aucuns appelleront son Dogme. Il n'est pas en état de donner le moindre argument. Il dit simplement: contre les marchés, on ne peut rien. Sept mots, 35 caractères et espaces, pas plus. Eh bien, le porte-parole de la Fédération pétrolière belge (FPB), qui compte parmi ses membres les divisions belges de Q8, Chevron, Shell et même une filiale du trader

Gunvor, ce cher ingénieur a tort. Il aurait pu argumenter en disant que planifier une économie est au-dessus de nos moyens. Il ne le fait pas. Nous y reviendrons. Il sait ce qu'il en est: les sociétés transnationales planifient des logistiques des plus complexes. Il le sait pertinemment bien, mais il se borne juste à dire: «on ne peut rien faire contre les marchés».

Son dogme se base sur la théorie suivante: les marchés (entre parenthèses: les marchés, c'est qui? c'est quoi?), lorsqu'ils sont en équilibre, font en sorte qu'on «produise» juste assez de matières premières pour approvisionner les usines. Laissons donc faire «les marchés». C'est faux naturellement. Quiconque prétend cela, nous trompe. Voici deux arguments qui l'expliquent.

1er argument, la planification des entreprises

L'économie mondiale est dominée par des conglomérats industriels et financiers qui planifient leurs activités dans une optique de concurrence selon le principe «chacun pour soi» et seul compte le profit. Ces conglomérats ont un vrai savoir-faire de la planification, mais ne le partagent avec personne, pas avec le public et surtout pas avec la concurrence. Ce savoir-faire relève du secret industriel. Il a pourtant été développé en partie par les appareils militaires, et donc avec des fonds publics, entre autres pour la logistique des opérations de guerre et pour assurer que les troupes ne tombent pas à court de carburant ou de cannettes de corned-beef.

Mais voyons à quoi nous mène la planification individualiste des conglomérats, dans le secteur du pétrole et du gaz par exemple. Pendant une décennie les Exxon, Shell & Cie ont augmenté les «targets» (leurs «cibles», résultats à atteindre). Ils ont intensifié l'exploration jusque dans l'Arctique, ils ont fortement haussé leurs capacités de production et ils ont ajouté à leur panoplie de nouveaux types de carburant, comme les sables bitumineux et le gaz de schiste. Ils ont aussi poursuivi des objectifs géostratégiques. Les États-Unis par exemple ont voulu devenir une nation indépendante en matière d'énergie, et ils y sont parvenus. Mais les pétroliers ont-ils fait des projections de la demande? Espérons-le. Ont-ils osé supposer que la crise économique de 2008 perdurerait? On n'en a pas l'impression,

puisqu'elles ont dépassé la demande: nous baignons aujourd'hui dans les carburants fossiles. Résultat à la pompe: le prix du gasoil a chuté. Résultat dans le secteur: il détruit ses propres capitaux. Prenons la niche «prometteuse» du gaz de schiste aux États-Unis. Les affaires ont commencé à mal tourner en 2014. Avec un prix en dégringolade, des centaines d'installations de forage ne pouvaient plus rentabiliser l'investissement et ont été mises à l'arrêt. Qu'en dit la société de services Baker Hughes, qui tient la comptabilité des installations? Elle dit qu'au 25 novembre 2015, l'industrie avait, en un an, immobilisé 1.173 installations aux États-Unis, 254 au Canada et 197 ailleurs.¹ On peut aimer ou haïr, promouvoir ou combattre les carburants fossiles, mais ceci, à ne pas s'y tromper, est une destruction massive de capitaux. Cette campagne de destruction a commencé à la fin de 2014. En janvier 2015, on comptait déjà 30 pour cent d'installations de forage de pétrole en moins aux États-Unis qu'en octobre 2014.² Deux questions simples: Est-ce à cela que sert la planification? Est-ce que ces capitaux n'auraient pas dû être investis dans des services publics, de l'énergie renouvelable, la santé publique et d'autres activités socialement utiles?

2e argument, la planification des marchés

Les marchés sont faussés par les sociétés privées, et les sociétés pétrolières ne sont pas meilleures que les autres. Un exemple. En novembre 2013, une cour de justice à New York ouvre un procès contre quelques-uns des plus éminents acteurs du secteur pétrolier. Parmi les accusés, on trouve Shell, BP et Statoil, tous trois producteurs de pétrole, la banque Morgan Stanley et les «traders» Vitol et Trafigura. Ils sont suspectés d'avoir «manipulé», fixé, augmenté, maintenu et/ou stabilisé le prix du pétrole brut du type Brent de la Mer du Nord ainsi que les prix des contrats à terme de ce type de pétrole.³ Les manipulations ont commencé au plus tard en 2002 et elles ont duré jusqu'en 2013. Elles visaient évidemment à hausser les profits que tiraient les accusés du commerce du pétrole. L'affaire fait suite à «au moins six autres cas de manipulations de prix du Brent devant des tribunaux américains», rapporte l'agence de presse Bloomberg.⁴

1. Baker Hughes Rig Count Overview, en ligne, consulté le 3 décembre 2015.
 2. US oil rig count shows further sharp drop, Financial Times, janvier 2015.
 3. Brent class action. Defendants ROYAL DUTCH SHELL PLC, BP PLC, STATOIL ASA, MORGAN STANLEY, TRAFIGURA BEHEER B.V., TRAFIGURA AG, PHIBRO TRADING LLC, VITOL, S.A. and JOHN DOES 1-50, UNITED STATES DISTRICT COURT SOUTHERN DISTRICT OF NEW YORK – Nov 18, 2013.
 4. Brent Crude Traders Claim Proof BFOE Boys Rigged Market, Bloomberg, 6 novembre 2013.



Un an plus tard, trois des plus grands banquiers se trouvent sur le banc des accusés devant une autre cour des États-Unis. Il s'agit du multirécidiviste Morgan Stanley, de JP Morgan Chase et de Goldman Sachs. Ce procès est ouvert après deux années d'audiences au Sénat américain. Plaintes et preuves, reprises dans un rapport accablant de plus de 400 pages, démontrent

noir sur blanc que ces respectables banques ont abusé de leurs pouvoirs pour obtenir des avantages commerciaux injustes et dominer des marchés («to gain unfair trading advantages and to dominate markets»)⁵ La liste des cas de manipulations est interminable. Une observation: les dossiers de la justice américaine les désignent invariablement sous le terme de «conspiration». Quiconque veut les étudier n'a qu'à chercher auprès des cabinets d'avocats américains où ces dossiers de conspiration abondent.⁶

L'opinion publique a été informée d'autres conspirations. Dans le pétrole, les finances, les métaux précieux... La Commission européenne a mis à l'enquête une conspiration dans le marché du pétrole par les producteurs BP, Shell et Statoil et les «traders» Glencore Xstrata, Vitol, Gunvor et Mercuria. C'était en mai 2013. Peu avant avait éclaté le scandale de la manipulation du London Interbank Offered Rate (Libor), la référence (le «benchmark») des taux d'intérêt interbancaires. Au début de 2014, la plus grande banque européenne et allemande, la Deutsche Bank, se retire du système de fixation des prix des métaux précieux, qui lui aussi a été la cible d'une conspiration manipulative. Ainsi de suite. Ce ne sont pas des vols d'amateurs, mais des racketts énormes. Le «benchmark» du Brent influence la moitié du marché mondial du pétrole. Le Libor est utilisé «pour déterminer les prix de produits financiers qui ont une valeur de 500.000 milliards de dollars».⁷ Alors, quoi? Tout laisser faire, tout laisser balancer par les marchés?

Utopie concrète: BRPP

Est-ce un rêve utopique de se dire qu'il devrait être possible d'accorder volumes produits et besoins réels? Utopique de faire le tri entre ce qui est nécessaire, utile et futile et donner la priorité à une production sociale dont les activités répondraient aux nécessités, aux besoins et aux désirs de l'homme et de la nature d'aujourd'hui et de demain, d'ici en Occident et de

5. www.levin.senate.gov/download/psi-commodities-111914
 6. Essayez par exemple ce lien : <http://www.lowey.com/our-fields/other-litigation/commodities-manipulation/>
 7. Binham, Caroline, Oil groups hit by US class action on benchmark manipulation, Financial Times, 24 mai 2013.

là-bas en «périphérie»? L'exercice n'est pas neuf. Et la réponse est positive.

En octobre 2006, neuf cents représentants de mouvements sociaux d'Amérique latine se rassemblent à Sucre, l'ancienne capitale (coloniale) de la Bolivie. Ils font naître le Bloc Régional de Pouvoir Populaire (BRPP). Il existe toujours, ce bloc? Cela remonte à dix ans et je l'ignore. Mais les travaux et les documents de Sucre méritent toute notre attention. On tombe par exemple sur une présentation d'un duo d'économistes, l'Américain Allin Cottrell et le Britannique Paul Cockshott, qui parlent de la planification socialiste efficace.

Cottrell et Cockshott étudient ce thème depuis plus de vingt ans. Dans d'autres publications, ils admettent que la forme particulière de planification mise en place en Union soviétique a été un échec. Mais ils combattent vigoureusement l'idée que toute planification centralisée serait impossible. Cette idée-là est pourtant très répandue. Elle trouve son origine en partie chez l'économiste Friedrich von Hayek qui, en 1945, affirmait (en des termes catégoriques) qu'on ne pourrait: «jamais et pour toute la société transmettre les données pour le calcul économique à un seul esprit qui en élaborerait les implications».¹

A contrario, Cottrell et Cockshott sont convaincus de la faisabilité d'une planification socialiste et centralisée. Ils proposent des méthodes pour y arriver. Et, en 2006, à Sucre, ils affirment avoir trouvé des solutions pour une «planification détaillée et centralisée d'une économie complexe». Ces solutions sont d'ordre économique et technique. Selon Cottrell et Cockshott, il faudra prendre le temps de travail comme le point de référence de toute activité économique. Dans leur système, le temps de travail est donc l'unité de calcul pour la planification

1. Dans les mots de Hayek: «...the data from which the economic calculus starts are never for the whole society given to a single mind which could work out the implications, and can never be so given.» Hayek, F. A., *The use of knowledge in society*, *American Economic Review*, vol. 35, 1945, pp. 519-30. Cité dans: Cockshott, Paul et Cottrell, Allin F., *Information and Economics: A Critique of Hayek*, in: *Research in Political Economy*, vol. 16, 1997, pp. 177-202

et l'allocation de moyens de production.² Et techniquement, cela se passerait comment?

L'alternative n'est pas une utopie

Ce qui suit n'est pas de la science-fiction. Nous disposons des outils et des pratiques techniques nécessaires à la planification des systèmes complexes. Traditionnellement, la planification des entreprises parcourt des phases logiques: «elle examine l'environnement économique, décide des objectifs et des moyens pour les atteindre, définit les coûts, les délais et les revenus

et s'y lance, mais tout cela dans le contexte d'une stratégie d'entreprise relativement stable».³ Dans une optique idéalisée la séquence suivie pourrait être décrite comme suit: récolte de données sur les besoins (en partant par exemple d'assemblées ouvertes à

tous qui existeraient dans les quartiers des villes et des villages), détermination d'objectifs, allocation de ressources humaines, matérielles et autres aux agents producteurs, vérification et retour sur les résultats et, enfin, si nécessaire, correction et amélioration du processus.

Prenons pour acquis que, grâce aux calculateurs modernes, le traitement des données ne pose plus de problèmes. Déjà dans les années 1990, ces machines suffisaient pour exécuter des mégacalculs dans des délais raisonnables et elles ont évolué de manière exponentielle depuis. Cela a conforté des chercheurs travaillant sur le «socialisme du 21-ème siècle», en Allemagne entre autres, où on parle de «Computersozialismus». Selon l'un d'eux, la calculatrice la plus rapide en 2014 était une machine chinoise, la Tianke-2.⁴ Voilà qui est sans doute impressionnant, quoiqu'on ignore (de nouveau) ce qu'elle fait.

2. Des publications de Paul Cockshott et Allin Cottrell ont été groupées à la Wake Forest University, dans le recueil *Towards a new socialism*, disponible en ligne. Pour en savoir plus: http://ricardo.ecn.wfu.edu/~cottrell/socialism_book/

3. Plaschke, F., Roghé, F., Günther, F., *The Art of Planning*, Boston Consulting Group, 14 avril 2011.

4. Helmut Dunkhase a trouvé les spécifications de la Tianke-2 sur Wikipedia: «mit 33,86 Petaflops PFlops (1015 Floating Point Operations per second) RAM



Pour la récolte de données aussi des solutions existent. Des solutions autoritaires tout d'abord. Pensons aux systèmes d'écoute mondiaux des «Five Eyes» (les États Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Australie) révélés par Edward Snowden. Ces dispositifs sont bien entendu hors d'atteinte pour la communauté citoyenne. Mais les services de renseignement (qui constituent, paraît-il, la «communauté de l'intelligence»), instrumentalisent aussi les citoyens pour renforcer leurs systèmes de sécurité. Ces services font de plus en plus appel au «crowdsourcing» (traduit en français par externalisation ouverte ou production participative), c'est-à-dire qu'ils considèrent les foules comme sources d'informations et mettent en œuvre des outils pour en tirer des données. Le groupe sait plus que l'individu, voilà le principe. La boîte à idées, qu'on trouvait d'antan dans les usines, a enfanté son avatar virtuel... Le ministère de la Défense américain, le Pentagone, utilise le «crowdsourcing» pour affiner les scénarios du futur, mais aussi pour le design de certaines armes. Et cet autre ministère américain du Homeland Security invite des individus à partager leurs expertises en cas d'incendie, de catastrophe ou carrément d'attaque contre la plus puissante nation du monde. Ceux qui envoient des idées sont récompensés (avec des «badges», comme chez les scouts) et leurs contributions soumises à des évaluations par les pairs. Pour l'anecdote: on y apprend par exemple que les chemins de fer de cinq pays européens (dont la Belgique) étudient comment protéger leurs réseaux ferroviaires contre des attaques électromagnétiques!¹

Histoires d'app'

Beaucoup plus proches de nous sont les «applications mobiles» (ou «logiciels applicatifs») installées sur les téléphones portables et les tablettes. Ces outils permettent de collecter des quantités de données en peu de temps. Juste un exemple. Un professeur d'un hôpital à Boston (aux États-Unis) reçoit des données de quelques milliers de personnes souffrant d'un diabète directement dans son «GlucoSuccess», une «app» conçue expressément pour sa recherche. Dans les deux semaines après le lancement de cette application, 5.600 personnes avaient déjà répondu à son appel de «crowdsourcing», ce qui aurait été inconcevable avec les méthodes de recherches anciennes (analogiques).²

1,375 Tebibyte TiB (240, ungefa hr gleich 1012 Byte) Speicherplatz 12,4 PB (13·1015 Byte)». Dunkhase, Helmut, Alternativen aus dem Rechner, Vorgetragen auf der MES-Tagung in Kassel am 15. Februar 2014, MASCH-Skripte-14, Neue Impulse Verlag.

1. Science and Technology. The National Conversation on Homeland Security Technology. Voir par exemple : <http://scitech.ideascale.com/a/dtd/Railway-Resilience-in-the-Face-of-Electromagnetic-Attacks/515525-30851>

2. Wallace, Charles, Medical researchers herald an app-driven revolution, Financial Times, 12 november 2015.

Dans l'Internet des choses (IdO, ou IoT pour «Internet of Things») en anglais, les appareils qui captent des informations et qui peuvent les communiquer sur Internet sont interconnectés. Cela va des caméras d'observation et des senseurs dans les automobiles aux systèmes de tarification et de taxation des véhicules dans une ville comme Londres et les observations des drones de guerre qui survolent des territoires dits ennemis. Les recherches en cours se centrent en bonne partie sur la ville dite intelligente. Voici un exemple donné par Rob Van Kranenburg, une des têtes pensantes de ce «mouvement». Dans une ville intelligente, dit-il, tous les automobilistes cherchant un emplacement pour garer leur véhicule échangent les informations nécessaires pour résoudre rapidement le problème collectif, ce qui réduit la consommation de carburant et augmente la fluidité de la circulation. Avoir des autos en ville n'est pas tellement intelligent, mais soit, ce n'est qu'un exemple et l'auteur voit facilement où le bât blesse, à savoir dans les comportements individualistes (on ne donne une information que s'il existe un incident) et les mentalités (il va jusqu'à mettre en cause la méchanceté). En conclusion, Van Kranenburg estime qu'«une condition préalable et indispensable pour une ville intelligente soutenue par les citoyens est la transparence des données et des flux d'information pour toutes les parties concernées».³ C'est une question importante: est-ce que toutes les parties concernées («ensemble» qui reste à définir) sont prêtes à abandonner leurs comportements «méchants» et devenir transparentes?

Après-demain!

La science-fiction n'est pas dans les choses, elle est dans l'appropriation des choses: qui les possède? Là, tout bloque. Techniques et données sont jalousement brevetées et cachées dans les coffres forts des entreprises. Il n'existe aucun échange horizontal entre les «parties concernées». Comment faire pour aller vers une planification sociale? Il faut plus d'un changement de paramètre. Il faut que les informations soient dans le domaine public. Il faut casser la «culture» de l'opacité qui caractérise et entoure toute entreprise privée et notre économie tout entière. Il faut une démocratie économique. Et il faudra bien se résoudre, un jour, à examiner qui va trancher (et comment) entre ce qui est utile et «inutile», nécessaire et futile, édifiant et dégradant – pour planifier avec efficacité.

Soyons donc réalistes: la planification sociale et démocratique, fondée sur l'écoute de l'homme et de la nature et soumise au scrutin des parties concernées, ce n'est pas pour demain. C'est pour après-demain.

3. van Kranenburg, Rob, How to negotiate IoT into a political reality, sur son blog, le 2 novembre 2014.

À qui profite la planification économique éthiopienne?

Tristan Coloma, Journaliste.

De la prière d'une révolution paysanne avortée à une fébrile industrialisation où les multinationales ne sont pas des enfants de chœur : seuls les investisseurs étrangers et le gouvernement gardent la foi!

Suite à l'implantation d'une usine H&M en Éthiopie en juin 2014, de nombreuses multinationales occidentales comme Ikea, Unilever, Walmart, ou encore Zara ont annoncé leur intention d'investir en Éthiopie : le nouveau «miracle économique». Des industries à forte intensité de main-d'œuvre venues du Sud - Chine, Inde et Turquie en tête - s'y installent aussi depuis quelques années et participent à l'éclosion d'une tour de Babel de la manufacture. Ce faisant, assiste-t-on réellement à la réussite de l'industrialisation du pays via l'attraction des investissements directs étrangers grâce à une méticuleuse planification de l'État ? Manifestement, lorsqu'un touriste débarque à Addis Abeba, il peut légitimement se demander si son avion n'a pas fait un retour vers le futur...

Quittant l'aéroport international de Bole, le hub d'Ethiopian Airlines, le transporteur national qui vient de remporter le prix de la compagnie aérienne de l'année, il chemine vers des gratte-ciels éblouissants au côté d'un tramway flambant neuf dont les rails, traversés de troupeaux de chèvres, longent des taudis en torchis où la population continue de se chauffer au charbon. Le PNUD a d'ailleurs classé en 2014 l'Éthiopie au 173e rang des pays les plus pauvres sur 186. C'est le paradoxe du développement éthiopien.

Dure autocritique

Devant cet état de fait, le gouvernement maintient son ambition de voir le pays devenir le nouvel atelier du monde. Il se fixe même l'objectif de faire de l'Éthiopie un pays à revenu intermédiaire moyen d'ici 2025, n'hésitant pas au passage à tabler sur une vertigineuse croissance à plus de 11% par an. Mais cinq ans après l'adoption d'un premier plan quinquennal, le Growth and Transformation Plan (GTP), où le pragmatisme économique s'est imposé, le bilan de cette nouvelle orientation reste contestable. Dans la mouture de son second plan quinquennal, les autorités éthiopiennes, tout en se basant sur des

statistiques souvent sujettes à caution, se livrent à un exercice embarrassant d'autocritique.

Certains chiffres écornent la réalisation de la prophétie du défunt premier ministre Meles Zenawi décédé en 2012 et devenu l'icône de la nation. C'est lui qui a façonné cette politique en abandonnant sa prière initiale de révolution économique paysanne au profit d'une industrialisation sur le modèle du grand bond en avant chinois. Ainsi entre 2009 et 2014, la part du secteur manufacturier dans le produit intérieur brut de ce pays qui revendique être en voie d'industrialisation a reculé de 5% à 4,4%. Malgré les soubresauts du moteur économique, le gouvernement affiche toujours des prétentions sans faille.

Ainsi, lors de l'Ethiopian Summit organisé à Addis Abeba en octobre par The Economist, Arkebe Aquabay, conseiller spécial de l'actuel premier ministre Hailemariam Desalegn, annonçait que «grâce à la continuité politique et la stabilité économique du pays, nous comptons aujourd'hui 400 000 emplois dans l'industrie. Nous voulons augmenter ce chiffre de 25% chaque année pour atteindre 2 millions d'emplois industriels en 2025. Notre pays entend devenir l'épicentre de la fabrication industrielle en Afrique d'ici 2025.»

Demi-teintes

Les autorités peuvent certes avoir la satisfaction d'avoir remis le pays en ordre de marche après la chute d'Haile Selassie et la catastrophe du régime militaire communiste du Derg jusqu'à hisser la croissance à 10,1% par an ces dix dernières années. Mais, le pays, en proie à des sécheresses régulières, reste dans la nécessité de faire appel à l'aide internationale pour nourrir sa population et reste le second plus gros bénéficiaire en valeur absolue d'aides internationales.

Initialement, lorsque le Tigray People's Liberation Front (TPLF) a renversé le Derg en 1991, le mouvement marxiste de Meles Zenawi avait le soutien d'une population presque exclusivement rurale à laquelle il avait promis une révolution paysanne de type maoïste qui amènerait l'autosuffisance alimentaire pour tous. Dans ce new deal à l'éthiopienne, l'agriculture était censée être la première phase du développement

économique avant l'industrialisation. Meles Zenawi avait théorisé cette stratégie sous la forme du programme Agricultural Development Led Industrialization (ADLI).

À l'époque, suivant la fin de la guerre froide et l'écllosion du néolibéralisme, cette volonté de faire intervenir l'État comme planificateur de l'économie était en opposition avec les programmes d'ajustements structurels et les politiques de libéralisation économique que les institutions de Bretton Woods imposaient aux pays africains.

Cette option a amené l'État a conservé le contrôle sur les flux financiers des recettes intérieures et de l'aide internationale au développement, tout comme sur le secteur bancaire. Les terres restent propriétés de l'État. Le parti au pouvoir conserve un rôle actif dans l'encadrement des entreprises publiques et de services stratégiques sous monopole d'État comme les télécommunications et l'énergie, mais aussi dans le ciment, les fertilisants, à travers des sociétés étatiques comme Metal & Engineering Corp. (Metec), fleuron industriel de l'armée éthiopienne, et l'Endowment for the Rehabilitation and Reconstruction of Tigray (Effort), un conglomérat lié au Tigray Peoples Liberation Front (TPLF). L'économie planifiée du Derg a ainsi cédé la place à une économie contrôlée par un parti d'État.

Révision toute!

Au début des années 2000, l'ADLI n'avait pas porté ses fruits: la production agricole par habitant n'avait pas fleuri. Aussi, pris dans une crise interne sans précédent en avril 2001, le TPLF voyait dans son aile socialiste les responsables de la débâcle. Meles Zenawi allait impulser une révolution copernicienne au sein du parti État en incitant le TPLF à mettre «l'économie de marché au centre des activités rurales». Une décision sanctionnée lors des élections générales de 2005 où seuls 60% des votants ont donné leur voix au TPLF. Après ce revers électoral, pris d'urgence face à une population qui dénonçait l'accaparement des revenus du pays par l'ethnie dominante tigréenne, Meles Zenawi s'est mis à prôner le classique: il n'y a pas d'alternative, il faut embrasser l'économie de marché libéralisée. Et pour le bien commun, il est nécessaire de se ranger derrière le parti, cesser les querelles politiques et se mobiliser afin de soutenir l'État dans son action pour sortir la population de la pauvreté.

Le défunt premier ministre décide alors d'abandonner son idéologie socialiste révolutionnaire pour adopter le modèle de Democratic Developmental State. Meles Zenawi définit que «l'intervention de l'État» et «l'interférence du gouvernement» servent à «combler les lacunes du marché dans le but de créer une plateforme propice au développement [...] indépendamment du secteur privé.» De plus, les ressources

intérieures faisant défaut, il est «impératif d'attirer les investisseurs étrangers».

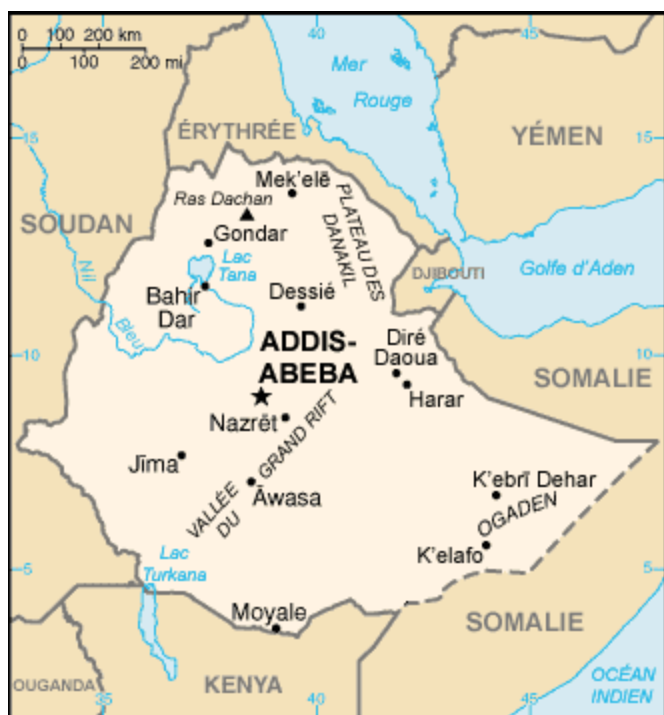
Ce dernier mantra est devenu liturgie et inscrite dans le premier plan quinquennal de 2010 à 2015, le Growth and Transformation Plan. Résultat des courses, les entreprises étrangères ont investi en Éthiopie 5,01 milliards de dollars (4,74 milliards d'euros) sur cette période. Si elles ont toutes vocation à exporter la majorité de leur production - 80% dans le cas de l'industrie textile -, l'export ne participe qu'à hauteur de 12,4% du PIB fin 2014 contre 22,5% attendu. Aussi, les revenus en devises issues de ce secteur n'ont pu couvrir que 23,7% des importations en 2014 contre 33,3% en 2010.

De plus, la faiblesse de ces revenus entrave le règlement des énormes dettes contractées pour la réalisation de projets d'infrastructures pharaoniques pour la production énergétique, les routes, mais aussi les parcs industriels qui poussent comme des champignons en automne ou du teff sur un haut plateau.

En marge de l'Ethiopian Summit d'octobre, Arkebe Oqubay a manifesté son ambition de faire de l'Éthiopie un hub manufacturier. Allant au-delà des ambitions de Neway Gebreab, l'architecte du Second Growth and Transformation Plan (GTP II), il souhaiterait que le gouvernement consacre un milliard de dollars (0,94 milliard d'euros) par an entre 2015 et 2025 à la construction de nouveaux parcs industriels. Il s'est enorgueilli de l'achèvement de celui d'Awasa sur 250.000 hectares, qui permettra selon lui la création de 50.000 emplois dans le secteur textile. Grâce à ces parcs, il espère que nombre d'industriels étrangers viendront profiter des nouvelles mesures incitatives pour qu'ils s'installent dans ces zones dans le cadre de partenariats public-privé dont ils finissent par être les seuls à tirer profit.

L'État, propriétaire des terres, compte notamment leur mettre à disposition 7 millions de m² au sein de nouvelles zones économiques spéciales (ZES). L'Éthiopie en a déjà mis en œuvre plusieurs ces dernières années. Sur celle de Dukem par exemple, le pack de bienvenue aux investisseurs chinois comporte notamment quatre ans d'exonération fiscale, l'électricité gratuite et des terrains mis à disposition. Les largesses de l'État vont plus loin encore puisque l'implantation de ces ZES nécessite de lourds travaux - infrastructures, BTP, télécommunications - qui sont à la seule charge du pays hôte.

L'implantation en Éthiopie ne comporte donc quasiment aucun risque au départ et devient donc une stratégie gagnante-gagnante pour les entrepreneurs étrangers. Reste à connaître les bénéficiaires pour les pays hôtes...



Et chez Maurice?

Ce n'est pas une stratégie sans risque. L'Éthiopie va devoir maintenir une croissance de plus de 11% par an afin de rembourser les investissements de départ. À ce titre, l'île Maurice est un cas d'école. Plus grand bénéficiaire des investissements directs étrangers (IDE) indiens, l'île abrite une zone franche où l'activité n'a pas su se diversifier en dehors de l'industrie textile et de l'habillement, et ceci après quarante ans d'existence.

Aussi, cette expérience n'incite pas à l'optimisme quant à l'établissement de nouvelles ZES. À Maurice, L'État a donc accepté des exonérations de droits de douane sur les importations de matériaux et de biens d'équipement, les entreprises chinoises ne paieront donc pas de droits de douane ou de TVA sur les matériaux de construction, et leurs exportations ne seront pas soumises à TVA. Le projet Jin Fei comprend surtout d'importants investissements de développement immobilier, incluant appartements, hôtels, équipements de loisir et bâtiments d'enseignement, aux côtés d'industries de haute technologie initialement présentées comme les locomotives de la zone, mais qui sont désormais clairement relayées au second rang. Les matériaux de construction sont principalement importés de Chine. Ces différents aspects réduisent d'autant l'effet multiplicateur de l'IDE initial tout en accentuant le déficit commercial bilatéral déjà lourd de Maurice vis-à-vis de la Chine. Le gouvernement de Maurice mettait en avant que ces conditions étaient un préalable à la création de près de 43.000 emplois,

mais quelques mois plus tard finissait par reconnaître que seuls 10 à 15% de ces emplois reviendraient à des Mauriciens. Enfin, la ZES produira principalement des biens d'exportation. Les entreprises concernées étant entièrement sous contrôle chinois, une grande majorité des recettes d'exportation sera transférée vers la Chine. L'impact du projet sur les recettes en devises sera donc minime, voire même nul, en ce qui concerne les vecteurs traditionnels de création d'emplois, de génération de revenus et de recettes d'exportation.

Les règles de la mondialisation ne portent pas en elles un quelconque projet de partage, d'égalité ou de justice économique et pourtant l'Éthiopie ne croît qu'en les IDE pour tirer son économie vers le haut. Le pays s'est hissé au troisième rang des bénéficiaires africains d'IDE en 2013 (953 millions de dollars, 902 millions d'euros) et en aurait enregistré pour 1,2 milliard de dollars (1,1 milliard d'euros) en 2014 selon un rapport de la Cnuced. Il faut dire que l'Éthiopie, potentiel lion africain dans la droite ligne des tigres asiatiques, offre de nombreux avantages comparatifs et bénéficie d'une conjoncture et de facteurs exogènes favorables à cette dynamique.

Un marché... rural?

Tout d'abord, c'est la deuxième puissance démographique du continent après le Nigéria avec une population de 93 millions d'habitants - 150 millions prévus en 2040 - ce qui fait de l'Éthiopie un marché en devenir si tant est qu'une classe moyenne puisse éclore, car actuellement la population reste rurale à 85% et consacre plus de 50% de ses revenus (400\$ par an et par habitant, l'un des plus faibles au monde) à l'achat de nourriture. Cependant, cette faiblesse est un atout aux yeux des multinationales, notamment du Sud, puisque le coût de production d'un produit augmente sensiblement avec les hausses de salaire!

Par exemple, depuis 2011 les salaires minimums en Chine ont augmenté de 22% par an. En Inde la progression est aussi spectaculaire : + 12% par an. Et ces augmentations touchent tous les secteurs d'activité. Nombre des économies du Sud ont atteint le «Lewis Turning Point» - point de référence du moment où les coûts de production ne deviennent plus compétitifs. Ceci commence donc à entraîner un passage d'une industrie à forte intensité de travail à des activités à plus forte densité de capital et de technologie. On assiste donc à des relocalisations industrielles en Afrique, car le salaire d'un Africain est 5 fois moins important que celui d'un salarié chinois et 7 fois moins qu'un ouvrier indien. Le secteur manufacturier en Éthiopie est ainsi dopé par le transfert des industries de Chine et d'Inde (transfert des industries à forte intensité de main d'œuvre). Si seulement 10% des emplois chinois étaient délocalisés, cela représenterait 10

millions d'emplois. Car prise en tenaille, dans les années 1980, entre la levée brutale des barrières tarifaires et l'émergence des pays asiatiques, l'industrie africaine a sombré. L'Afrique représente aujourd'hui moins de 1 % des exportations mondiales de produits manufacturés, alors qu'elle compte pour 14% de la population mondiale.

Cuir en tissu

Pour attirer les investisseurs, l'Éthiopie a surtout misé sur des filières où elle a des avantages comparatifs, comme les industries de la chaussure ou du textile. Dans le premier cas, elle espère valoriser les 27 millions de têtes de bétail qui représente le plus grand cheptel d'Afrique afin de produire du cuir. Mais faute d'avoir soutenu des tanneries locales, l'intégration des petites et moyennes entreprises locales en amont et en aval de la chaîne de production de chaussures fait défaut pour permettre une indigénisation de ce secteur.

Il restera d'autant plus aux mains du leader chinois Huajian Group que ce dernier, qui produit actuellement plus de 2 000 paires par jour pour Guess, Clarks ou Hilfiger dans une usine flambant neuve de la ZES de Dukem, projette d'investir 2 milliards de dollars sur dix ans pour construire une «ville de la chaussure» employant 100.000 habitants-ouvriers. Quant à l'industrie textile, le gouvernement prévoyait que ce secteur générerait un milliard de dollars de revenus entre 2010 et 2015 et finalement seuls 130 millions de dollars (123 millions d'euros) sont rentrés dans les caisses.

En mai, le géant turc Ayka Addis Textile & Investment Group a réussi à faire plier le ministère de l'Industrie. Après avoir mis en cause la qualité du coton éthiopien, qui selon l'industriel ne leur permet pas d'être compétitifs sur le marché mondial, il a obtenu des autorités de vendre ses produits localement alors que la loi lui impose d'exporter au moins 80% de sa production pour protéger les entreprises éthiopiennes. On est donc bien loin de l'effet d'entraînement que souhaitait voir se développer l'État planificateur.

Aide au développement (privé)

Autre grief à souligner concernant cette stratégie développementaliste basée sur les IDE: le «made in Ethiopia» n'existe qu'en apparence puisque la majorité des investissements industriels servent à implanter des chaînes de montage et non des chaînes de production. Les produits éthiopiens jouissent en effet d'un accès libre de quotas et de taxes aux marchés américain et européen en vertu de l'Africa Growth and Opportunity Act et l'Accord de Cotonou.

En théorie, ces derniers visaient à rétablir les équilibres macro-économiques et abolir les entraves aux échanges commerciaux, mais jusqu'à présent ils permettaient surtout aux multinationales occidentales de déverser leurs produits en Afrique. Les entreprises qui s'implantent en Éthiopie renversent la vapeur pour tirer avantage de ces accords sans pour autant que le pays hôte en retire beaucoup de bénéfices puisque l'Éthiopie n'impose pas aux entreprises exportatrices étrangères d'être en lien avec le secteur privé local. De plus, ces firmes étrangères créent une concurrence que les compagnies locales ne peuvent supporter. Tant que les autorités éthiopiennes n'émettent pas de conditions contraignantes à la pénétration de leur marché par ces investisseurs étrangers, l'éclosion d'une économie durable est loin d'être assurée.

La réponse des États africains à la globalisation ne doit pas être de tourner le dos aux capitaux étrangers, mais de les associer à des financements locaux et de ne pas reposer uniquement sur l'afflux de ces IDE. C'est le concept de «glofracанизation». Les États pourraient aussi tenter de réduire le recours aux emprunts extérieurs en prônant l'intégration régionale, car les marchés financiers régionaux pourraient offrir d'autres sources de fonds. La solution serait-elle alors la planification supranationale à échelle régionale ?

Intertitres de la rédaction

Au mauvais endroit au mauvais moment

Rappelons que l'Éthiopie ne vit pas en vase clos. Pour son malheur, comme rappelait en 2008 Samir Amin dans son tour d'horizon monumental de notre ère crépusculaire (voir page 16), l'Éthiopie a son siège dans la Corne de l'Afrique dont «l'importance géostratégique est déterminante dans la stratégie politique des États-Unis» - tout comme l'Érythrée, la Somalie, Djibouti et le Yémen, ensemble que Fidel Castro aurait bien vu se constituer en fédération. Las! Les «forces» extérieures en ont décidé autrement. La chute de l'Union soviétique, en 1991, soutien jusque-là du régime éthiopien, aura pour conséquence que son sort - et celui de toute la région - sera ensuite, pas à pas, dicté par Washington. Difficile à Addis Abeba, dans ces conditions, de «planifier»...

Erik Rydberg

Brésil: entre dirigisme et realpolitik

Raf Custers, Gresea.

Le Brésil a une longue histoire de dirigisme de l'économie par l'État. À partir de 2003, le président Lula va en créer une version progressiste. Dans quelle mesure, les «travailleurs» brésiliens ont-ils rompu avec les préceptes néolibéraux? Tentative de mise en perspective d'une décennie progressiste au Brésil.

Légèrement euphorique par ce qu'il découvrit au Brésil, l'écrivain autrichien Stefan Zweig prédisait un avenir radieux à ce pays. C'était en 1940, une des périodes des plus sombres de l'histoire de l'humanité. Zweig, qui avait fui son pays natal et le Nazisme en 1934, projetait à l'époque tout son espoir sur le Brésil, dans un livre qu'il intitula *Brasilien: Ein Land der Zukunft*, *Le Brésil: Un pays de l'avenir*.¹ Était-ce du wishfull thinking, prenait-il son rêve pour une réalité? Un jour Caetano Veloso, le célèbre poète et chanteur brésilien, parle de ce livre dans une conversation avec son ami le musicien Arto Lindsay. 'Le livre est brillant', dit Veloso, 'mais personne ne le lit. On le ridiculise pour son titre. Les Brésiliens ne supportent pas l'idée que quelqu'un d'autre puisse avoir une perception optimiste de l'avenir de ce pays'.²

Bien que plein d'espoir dans l'avenir du Brésil, Zweig n'épargnait pas pour autant l'élite blanche du pays et sa propension à accumuler les richesses grâce, entre autres, à la culture du café. Toujours selon l'auteur autrichien, la production de café connut une expansion 'fiévreuse' à partir de 1850. Cette croissance fut suivie d'une surchauffe de l'économie brésilienne. Zweig synthétise le phénomène comme suit: « les planteurs, séduits par les débouchés, agrandissaient continuellement les plantations, mais comme aucune planification organisée n'existait face à cette surproduction sauvage, une crise succédait à une autre.»

Le Brésil en bonne santé

Durant la dernière décennie, les espoirs formulés par Stefan Zweig ont pris partiellement corps au Brésil grâce au

1. Zweig, Stefan, *Brasilien: Ein Land der Zukunft*, 1941, Feedbooks, <http://gutenberg.spiegel.de>.

2. 72 hours in Rio de Janeiro: Caetano Veloso and Arto Lindsay, in: *Electronic Beats Magazine*, nr.37 - 1, 2014.

tournant politique majeur décidé par les Brésiliens en 2003. Cette année-là, une majorité de l'électorat envoya Luiz Inacio Lula Da Silva à la présidence de l'État. Lula, ancien travailleur et syndicaliste dans les usines automobiles de Sao Paulo, remplit deux mandats. En 2011, Dilma Rousseff lui succède. Comme lui, elle est issue du Parti des Travailleurs (PT). En 2013, après dix ans sans interruption au pouvoir, les politiques menées par le PT ont contribué à changer de façon substantielle le Brésil. Pendant la campagne électorale qui mènera Lula au pouvoir en 2002, le Brésil subit une attaque spéculative frontale – une attaque qui se répètera d'ailleurs en 2014 pendant la campagne de Dilma Rousseff pour sa réélection, nous y reviendrons. Avant que Lula n'accède au pouvoir, tous les maux frappent le pays: forte dépréciation du real (la monnaie du Brésil), inflation galopante, rapide contraction des réserves de change, détérioration des finances publiques. Dix ans plus tard, écrit l'économiste Nelson Barbosa, le Brésil a regagné l'autonomie de sa gestion économique.³

Sous Lula, le Brésil a fait le choix de s'éloigner des dogmes néo-libéraux et a adopté une orientation dite post-néolibérale. Les gouvernements Lula successifs ont mené des politiques de redistribution des richesses, au lieu de renforcer leur concentration dans les mains d'une élite.

Les premières années furent difficiles. Il fallait retrouver une stabilité monétaire et fiscale et dans les deux domaines des mesures restrictives ont été introduites. La banque centrale du Brésil a par exemple augmenté le Selic, le taux de base bancaire pour contrôler l'inflation et la dépréciation du taux de change. Et un des objectifs de la politique fiscale était de maîtriser la dette publique. La population l'a ressenti et la consommation des ménages a baissé.

Mais dès la fin de l'année 2004, l'économie brésilienne envoya les premiers signes d'amélioration. Dès 2005, le malade brésilien reprend vigueur, aidé en cela par une conjoncture économique mondiale favorable ainsi que par la forte croissance économique de la Chine.

3. Barbosa, Nelson, *Dez anos de política econômica*, in: *10 anos de governos pós-neoliberais no Brasil: Lula e Dilma*, sous la rédaction d'Emir Sader, éditions Boitempo/FLACSO, São Paulo-Rio de Janeiro, 2013, p.69-102.

Les exportations doublent (de 60 milliards de dollars en 2002 à 118 milliards de dollars en 2005) et le solde commercial est nettement positif. Cela permet d'entamer une politique d'expansion marquée dès 2006, qui à son tour permet au Brésil de résister à la crise bancaire qui viendra de Wall Street fin 2008. Pour faire face à la crise, le gouvernement injecte tout d'abord plus de liquidités (dont plus de crédits) dans l'économie tout en maintenant une politique en faveur des couches défavorisées de la population. Ensuite, la fin du second mandat de Lula et le premier mandat de Dilma Rousseff à la présidence à partir de 2011 sont marqués par une adaptation au 'nouveau scénario' d'une crise prolongée.

Cette adaptation des politiques brésiliennes prendra le nom de 'macroprudencia'. Ce paquet de mesures oblige les banques à endiguer l'octroi de crédit à risque et à augmenter leurs fonds propres.

Après une décennie de politiques 'travailleuses' (2003-2013), plusieurs progrès sont à mettre en lumière. Une première avancée concerne l'emploi et la formalisation du marché du travail avec une réduction du travail au noir. Entre 2008 et 2014, le nombre d'emplois au Brésil croît de 12,2 millions, et sur toute la période de 2003 jusqu'à 2014, pas moins de 21,2 millions de nouveaux emplois sont créés.¹ Le chômage, qui touchait 12,5% de la population active en 2004, tombe à moins de 6% en 2012, un record historique. Les circuits de travail en noir sont réduits de 10%. Ils ne représentent plus que 46% du total de l'emploi en 2012, contre 56% en 2004.

La seconde avancée concerne la pauvreté et le pouvoir d'achat des foyers populaires. En dix ans, entre 2002 et 2012, la part de la population brésilienne vivant sous le seuil de pauvreté passe de 28% à 13%. En 2006, le salaire minimum mensuel est ajusté par décret à l'inflation une fois par an, et tous les deux ans à la croissance du Produit Intérieur Brut. Ces ajustements ont pour effet de tripler le salaire minimum mensuel qui passe de 240 reais en avril 2003 à 724 reais en décembre 2013. La 'mobilité sociale' accrue s'exprime par le fait que la 'classe moyenne' gagne en importance. Elle comprend 38% de la population brésilienne en 2002 et 52% en 2012.²

En conséquence, la consommation interne croît considérablement, et de plus en plus de produits sont fabriqués au

1. Programa de aceleração do crescimento-2 (PAC2). 11º balanço. 4 anos, 2011-2014, p.16.

2. Mattoso, Jorge, Dez anos depois..., in : 10 anos de governos..., p.115. Qu'est-ce que ça représente, la classe moyenne, se demande l'auteur Jorge Mattoso. 'Ce concept nous met mal à l'aise. Il est basé plus sur des indicateurs économiques que d'indicateurs sociaux ou d'insertion productive. Cela finit par surdimensionner la classe moyenne et devient une idéologie avec des valeurs peu claires.'

Brésil. Un autre progrès marquant l'ère Lula concerne l'enseignement. À ce sujet, l'ancien président dira : 'Je suis le premier président du Brésil qui n'a pas de diplôme universitaire. Mais aucun de mes prédécesseurs n'a fondé autant d'universités et de hautes écoles que moi'. Selon lui, 14 nouvelles universités fédérales, 126 extensions d'universités et 214 écoles techniques ont été créées à son initiative.³

L'État veut diriger

Au fil de ses années passées au pouvoir, le volontarisme de Lula prend la forme d'un dirigisme accentué de l'État.

Dès 2007, le premier Programme d'Accélération de la Croissance (PAC) est mis en oeuvre selon deux axes : spécifiquement, il s'agit pour le pouvoir brésilien d'investir dans les infrastructures économiques et sociales, l'énergie et la logistique ainsi que dans la fonction publique. Plus généralement, le Brésil s'engage avec Lula dans la promotion d'un nouveau modèle de développement économique. Un volet social est adjoint aux politiques économiques. De nombreuses familles se voient ouvrir le droit à l'assistance sociale dans le cadre du système de la Bolsa Familia. Ce système accorde une assistance mensuelle à toute famille dont le revenu est inférieur à 120 reais et dont les enfants sont scolarisés et vaccinés. L'essentiel, selon Nelson Barbosa, est que 'le gouvernement fédéral a pour la première fois en plusieurs décennies une stratégie pour appuyer la formation de capital par le secteur privé et d'augmenter en même temps l'investissement public dans l'infrastructure'. Le PAC-2 démarre en 2011.

Après sa réélection fin 2014, Dilma Rousseff annonce son intention de reconduire ce programme en 2015. Le total des capitaux investis par l'État est à ce moment-là de 1,6 billion de reais (soit quasi 530 milliards d'euros). D'autres PAC's partiels sont élaborés, entre autres pour l'enseignement ou les énergies renouvelables.

Grâce à ces politiques d'investissements, le Brésil résiste mieux que d'autres pays à la crise économique mondiale qui débute en 2008. Petrobras, l'entreprise pétrolière d'origine étatique, est par le même biais financé pour explorer les fonds de l'océan atlantique (et découvrir les champs pétroliers du 'pré-sal').

Le pays se lance également dans des grands chantiers urbains, y compris la rénovation de ses infrastructures

3. Sader, Emir et Gentili, Pablo, O necessário, o possível e o impossível. Interview avec Luiz Inácio Lula Da Silva, in : 10 anos de governos..., p.12.

sportives pour la Coupe mondiale de football de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016 à Rio de Janeiro. Toute une série d'exemptions fiscales sont accordées aux micros et petites entreprises. Ces mesures fiscales sont adossées à un autre paquet de mesures connu comme la Politique de Développement Productif (PDP). La PDP, en conjonction avec le PAC, diminuait les taxes pour les biens d'équipement et pour certains secteurs comme la construction d'infrastructures et les industries technologiques (de fabrication de téléphones digitaux et d'ordinateurs).

Vient ensuite la politique sociale. Deux mesures ont déjà été évoquées ci-dessus: la hausse continue du salaire minimum et l'ouverture progressive de l'assistance sociale aux familles par la Bolsa Família. Elles font croître la consommation des ménages de manière spectaculaire, en moyenne 5,6% par an durant la période post-crise de 2009-2010. Dans ce même contexte, le gouvernement lance un vaste programme de construction de maisons accessibles aux larges couches populaires. Ce programme est appelé Minha Casa Minha Vida (Ma maison, ma vie - MCMV). Il doit dans un premier temps ajouter 1 million de nouvelles maisons à l'habitat déjà disponible au Brésil. Cette politique sera renouvelée une deuxième fois. En 2015 par contre, dans un contexte économique de récession et avec une opposition politique renforcée au Parlement, le MCMV-3 tarde à se concrétiser ce qui provoque des mobilisations et des campagnes de protestations de certains syndicats et mouvements sociaux.

Le gouvernement décide également d'impulser une nouvelle dynamique dans les secteurs stratégiques de l'économie brésilienne. Dans ce contexte, le ministère des Mines et de l'Énergie propose en 2011 un Plan de diversification pour le secteur des minerais, le Plano nacional de mineração 2030. Ce document part du constat que: 'le marché des minerais est soumis à des fluctuations (qui peuvent être abruptes) des cycles commerciaux. Nous devons donc nous diversifier. Cela vaut surtout pour le fer.' Le fer, estime le ministère, peut être le catalyseur de développements industriels, sur le plan local et régional et aussi pour les industries qui approvisionnent le secteur minier.¹ Les objectifs sont dorénavant de doubler la production et les exportations de fer, mais aussi que l'industrie de l'acier au Brésil consomme plus de fer produit au pays. La production d'acier devrait avoir triplé en 2030.²

Les investisseurs privés reçoivent des incitants afin qu'ils contribuent à l'atteinte de ces objectifs. L'État octroie aux entreprises privées le droit de faire des explorations de gisements de minerais (ce qui leur ouvre la perspective d'exploiter ces

1. Plano nacional de mineração 2030. *Geologia, Mineração e Transformação Mineral, Ministério das Minas e Energia, Brasília, mai 2011, p.64-65.*

2. Plano nacional De Mineração 2030, o.c., p.84.

gisements pour leur profit), en retour, ces dernières doivent payer des compensations au trésor brésilien. Ce mécanisme (la *Compensação Financeira pela Exploração Mineral - CFEM*) a, selon le Plano nacional, rapporté pas moins de 427 millions de reais (près de 150 millions d'euros) à l'État en 2009.³

BNDES, la très puissante banque publique

Le gouvernement n'est pas le seul acteur public à injecter des capitaux dans l'économie brésilienne. La Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) est un acteur essentiel dans ce domaine. La BNDES dispose d'une puissance économique et financière unique. En 2012, elle détenait un montant de 44,8 milliards de dollars de fonds propres.⁴ Le total de ses actifs ('total assets') était de 814 milliards de reais (200 milliards d'euros) en 2014.⁵ La BNDES est réputée pour accorder plus de prêts aux entreprises que la Banque mondiale (BM). En 2010, ce ratio était de 3 pour 1, avec 101 milliards de dollars de nouveaux prêts de la BNDES et 26 milliards de dollars de la BM.⁶

Cette banque étatique, créée en 1952 à l'instigation des États-Unis et de la Banque mondiale, a toujours symbolisé les différentes approches du capitalisme d'État au Brésil. Conçue initialement pour contourner la faiblesse de l'investissement privé par le financement de projets publics, c'est sous la dictature militaire (1964 - 1985) qu'elle prend sa forme actuelle: un fournisseur de fonds «bons marchés» aux grandes entreprises privées. Celles-ci obtenaient près de 70% des prêts de la BNDES en 1970 et près de 90% dix ans plus tard.⁷ Dès lors, la banque a progressivement perdu sa mission première de soutien à une politique publique et sociale. Cette disproportion a été adoucie depuis quelques années. En 2013, moins de 60% des prêts de la BNDES allaient aux grandes entreprises.

Dans les années 1990, les gouvernements de droite ont tour à tour accepté que le secteur public se «désengage» de l'économie et ont privatisé les entreprises étatiques. La BNDES ne pouvait plus avoir que des participations minoritaires dans des entreprises. Sous la direction du président Lula, comme nous l'avons vu, la BNDES a destiné une plus grande partie de ses fonds (environ 40%) aux micros- et petites entreprises.

3. Plano nacional De Mineração 2030, o.c., *Geologia, Mineração e Transformação Mineral, Ministério das Minas e Energia, Brasília, mai 2011, p.29.*

4. *State-owned enterprises in the development process, OCDE, Paris, 2015, p.96.*

5. Leahy, Joe, *State support, Financial Times, 12 janvier 2015.*

6. *State-owned enterprises...*, o.c., *ibidem.*

7. *State-owned enterprises...*, o.c., p.81.

Les fonds de la BNDES proviennent du secteur public: du gouvernement et de fonds de retraite de travailleurs. On pourrait dès lors s'attendre à ce que les financements de la banque soient orientés vers des activités publiques. Elle a effectivement toujours des participations dans des entreprises d'origine étatique (18,7% dans Eletrobras, 17,3% dans la compagnie pétrolière Petrobras et 8,4% dans la compagnie minière Vale), mais elle reste pour l'essentiel une banque du privé. Une critique récurrente reproche à la BNDES d'être une passoire qui fait transiter l'argent de la population vers les entreprises privées. Pour cette raison, la banque est parfois surnommée la Bolsa Empresario, en allusion à l'assistance prêtée par la Bolsa Familia. Il s'agit d'une vraie assistance aux entreprises, puisque la BNDES n'augmente ses prêts que d'un intérêt subventionné et fortement en dessous des taux d'intérêt commerciaux.

Une autre critique formulée à l'encontre de la banque est qu'elle participe au financement d'entreprises purement commerciales comme la multinationale de la pulpe de bois Fibria (dont la BNDES possède 30,4%) et l'entreprise de stockage et de traitement de viande JBS (dont la banque possède 24,6%). Dans la même veine, la BNDES a aussi largement facilité l'expansion internationale d'autres multinationales brésiliennes, comme Vale, et le brasseur AB Inbev, dirigé par 'le plus riche' brésilien, Jorge Paulo Lemann, qui aurait pu se passer de subventions publiques.

Bras de fer

Les partisans d'un dirigisme post-néolibéral n'ont pas les mains libres. Ils ont hérité d'une banque publique de développement qui depuis longtemps répond plus aux besoins du

privé que du public. Ils ont aussi hérité d'un système politique 'patrimonial'. Ce système sert des intérêts mutuels d'entreprises privées et de politiques. Les entreprises privées sont autorisées à financer les partis politiques. Elles le font généreusement et reçoivent des faveurs en retour. On retrouve les entreprises déjà citées dans ce champ de corruption 'blanche'.

Lors des campagnes électorales pour la présidence et le parlement de 2014, la société JBS était le plus important spon-

sor privé. Deux mois avant les élections JBS était en tête de liste avec pour 112,7 millions de reais de dons. La totalité des dons déclarés montait à ce moment-là à plus d'un milliard de reais, dont plus de la moitié provenait de 19 entreprises seulement.¹ Tous les partis politiques bénéficient de ces dons, à un tel point que les analystes politiques au Brésil ne parlent pas de fractions ('bancadas') politiques dans les différentes assemblées parlementaires, mais de fractions patronnées par des entreprises. Après les élections, la publication Valor Economico dénombrait 160 représentants du groupe JBS au Congrès

et 141 représentants du groupe Odebrecht, une multinationale brésilienne de la construction.²

Or, les retours du secteur public au privé sont directs et sans équivoques. Des contrats de travaux publics par exemple sont surtout octroyés aux donateurs les plus généreux. Cela a entre autres été étudié pour les élections de 2006.³



1. Michellin, Jessica, *Empresas que, mais doaram*, *Brasilpost*, 14 septembre 2014.

2. *Valor Economico*, cité dans *A maior bancada do Congresso não sera de um partido, sera da JBS, MST*, 7 novembre 2014.

3. Boas, Taylor C., Hidalgo, F. Daniel, Richardson, Neal P., *The spoils of victory : campaign donations and government contracts in Brazil*, in : *The Journal of Politics*, vol. 76, no.2, avril 2014, p.415-429.

Le président Lula a personnifié ces collusions entre intérêts publics et privés. Lula a énormément voyagé pour promouvoir les intérêts des entreprises multinationales brésiliennes. En huit ans à la présidence, il s'est déplacé à 13 reprises en Afrique pour y visiter 29 pays, plus que l'ensemble de tous ses prédécesseurs.¹ Dès le début de son premier mandat, Dilma Rousseff a repris le flambeau du soutien aux entreprises. Mais les gouvernements «travaillistes» se heurtent également aux limites du 'dirigisme'. Sa diplomatie économique semble toujours aider les mêmes, les Odebrecht et consorts qui tirent leur épingle du jeu. Et, lors des choix stratégiques, les voix de l'État dans les conseils d'administration des entreprises pèsent finalement peu. Le cas de la multinationale Vale, premier producteur de fer, le montre bien.



Lors de son deuxième mandat, le président Lula tente de donner plus de poids au gouvernement dans la gestion de Vale. Il est confronté à Roger Agnelli, le Corporate Executive Officer (CEO) de Vale. Agnelli a des liens étroits avec la banque privée Bradesco, co-actionnaire de Vale. Les dissensions deviennent frontales lorsqu'Agnelli décide de licencier 1.500 travailleurs en réponse à la crise économique de 2008. Lula et le gouvernement ne sont pas d'accord. Selon Lula: 'Vale gagne de l'argent et possède beaucoup de cash. Eh bien, en ces moments difficiles les exécutives aussi doivent faire un effort.'² Mais, les différences sont plus profondes. Agnelli mise sur les exportations et l'expansion internationale. Pour lui, Vale doit participer à la concurrence internationale. Il fait donc construire des super-navires, les fameux Valemax, qui peuvent charger un demi-million de tonnes de minerais de fer chacun.

1. *10 anos de governos pós-neoliberais no Brasil: Lula e Dilma*, o.c., p.45, p.64.
2. Musacchio, Aldo & Lazzarini, Sergio G., *State-owned enterprises in Brazil*, o.c., p.38.

Mais lorsqu'il en commande en Chine, le gouvernement intervient. Pour le président Lula, l'économie nationale du Brésil doit l'emporter sur les expansions à l'extérieur. Il insiste pour que les matières premières nourrissent les industries brésiliennes, car ce sont elles qui créent l'emploi et produisent ce que les Brésiliens vont consommer. Pour la même raison, le gouvernement impose des quotas d'achats (le 'local content') auprès des entreprises établies au Brésil. 'Que pouvons-nous faire

d'une économie, si les gens n'ont pas de pouvoir d'achat et ne peuvent acheter ce qui est produit chez nous ?' Lula pose la question au moment où il élabore son plan de développement national.³

Deux visions stratégiques s'affrontent donc au sommet de Vale. Roger Agnelli, le CEO, jette l'éponge et quitte l'entreprise en

2011. Ce qui ne signifie pas que les pouvoirs publics s'emparent une fois pour toutes du contrôle de Vale qui, répétons-le, appartenait entièrement à l'État jusqu'à sa privatisation partielle à la fin des années 1990.

Conclusion

Le Brésil a une longue histoire de dirigisme de l'économie par l'État. Cette pratique trouve ses origines dans les années 1930 et le régime militaire du président Getulio Vargas. Dans les années 1960 et 1970 cet interventionnisme de l'état (exercé par la dictature militaire à l'époque) a mis en route de grands chantiers nationaux, comme le bassin minier de Carajas au nord du Brésil, ou le barrage d'Itaipu (détrôné comme le plus grand barrage au monde par celui des Trois Gorges en Chine). À chaque fois l'État autocratique s'imposait. Sous les présidences de Lula et de Dilma Rousseff, le Brésil est dirigé par des chefs

3. Sader, Emir et Gentili, Pablo, *O necessário, o possível e o impossível*. in : *10 anos de governos...*, o.c., p.11.

d'État progressistes. Mais, peut-on qualifier leurs passages au pouvoir de 'post-néolibéral' ?

En 2013 des millions de Brésiliens descendent dans la rue pour manifester leur mécontentement. Les services de base (les transports) restent de mauvaise qualité et trop cher pour une grande partie de la population. Des quartiers entiers sont privatisés par des projets de rénovation liés aux méga-événements sportifs de 2014 et 2016. Les mouvements sociaux et les syndicats critiquent la reprimarisation de l'économie qui donne une importance accrue aux exportations de matières premières. Pour les milieux d'affaires, le gouvernement reste pourtant trop à gauche. En 2014, ils lancent les attaques, d'abord une attaque spéculative (comme en 2002), puis des attaques politiques. La conjoncture s'y prête. L'économie mondiale ralentit, l'économie chinoise est en restructuration et la demande de matières premières, en provenance du Brésil, est en forte baisse.

En 2014 le Brésil entre en récession. En plus de cela, un scandale de corruption a éclaté à la tête de Petrobras. Des fournisseurs de services (allant de Odebrecht à Rolls Royce) semblent avoir acheté des fonctionnaires de la société pour arracher des contrats. Au moins 2 milliards de dollars ont disparu dans les poches de ces hauts placés. L'opposition politique y voit une opportunité.

C'est à elle maintenant de mobiliser ses affiliés dans les rues. Dilma Rousseff a toutefois remporté les élections fin 2014 et entame son deuxième mandat comme présidente. Mais, elle cède aux exigences de réforme exprimées par le secteur privé et ses alliés politiques et médiatiques. Son nouveau ministre des Finances a introduit un programme d'ajustement pour assainir les finances publiques. L'austérité frappe les foyers et les petites et moyennes entreprises hautement endettées alors qu'il épargne le secteur bancaire.¹ Le «recul de Dilma» rend les libéraux davantage avides. Le président du Congrès Eduardo Cunha, dont le parti participe à la majorité présidentielle, met tout en place pour ouvrir une procédure de destitution (impeachment) de la présidente. Cunha, lui-même soupçonné de corruption, approuve la procédure en décembre 2015.

Si les mouvements sociaux s'opposent à la procédure de destitution, ils critiquent Dilma Rousseff pour avoir adopté une politique aux accents néo-libéraux. Fin 2015, les élections en Argentine et au Venezuela signalent le retour en force de la droite. Les progressistes au Brésil sont affaiblis. Combien de temps tiendront-ils encore ?

1. Zibechi, Raul, *The United States Wins In Brazil*, 7 septembre 2015, en ligne sur cipamericas.org

Quelles alternatives à la mondialisation pour le sud ?

Samir Amin

Note de la rédaction: la planification économique, pour y avoir personnellement prêté main-forte dans les années 1950 et 1960 en Afrique, l'économiste marxiste égyptien Samir Amin connaît mieux que tout autre, y compris les raisons de son échec, largement orchestré par les puissances occidentales. On lira à cet égard, lumineuse, sa somme d'autobiographie géopolitique, «L'éveil du Sud» (Le Temps des Cerises, 2008). Le texte qui suit est venu conclure un colloque organisé à Alger en septembre 2013 autour de la problématique des alternatives que le Sud pourrait opposer à la mondialisation capitaliste. Le fil rouge, prometteur, est ici: rebâtir un projet souverain»...

Le colloque organisé à Alger du 25 au 30 septembre 2013 a donné lieu à de riches débats qui ont pivoté autour d'un axe central : la question du «projet souverain», entendu comme la nécessité pour les peuples et les États du monde contemporain de réorganiser leurs choix de politiques d'une manière qui leur permette de prendre des distances à l'égard de la mondialisation imposée unilatéralement par les monopoles des centres impérialistes historiques, de s'élever au rang d'acteurs actifs dans le façonnement du monde, d'amorcer des formes de développement nouvelles, justes et durables.

Le colloque a permis de faire un tour d'horizon des facettes multiples de ce défi d'ensemble que constitue la construction d'un «projet souverain»: la définition des moyens de politiques économiques mettant un terme aux processus de dépossession et de paupérisation propres aux logiques du capitalisme, garantissant en contre point un partage des bénéfices du développement favorable aux classes populaires ; la définition des moyens de l'exercice du pouvoir politique ouvrant la voie à la démocratisation réelle et progressive des sociétés ; la définition des moyens garantissant le respect de la souveraineté des peuples et des États, ouvrant la voie à une mondialisation polycentrique négociée et non imposée unilatéralement par les plus puissants à leur seul profit.

Les débats ont permis de constater que les «projets souverains» des pays du Sud dits « émergents », au-delà de

la diversité de leurs formulations, de la réalité de leur mise en œuvre et de l'efficacité de leurs résultats, sont tous très en deçà des exigences d'un développement social qui sorte des sentiers tracés par la logique fondamentale du capitalisme, elle-même fondée sur des formes de développement des forces productives qui sont destructrices des êtres humains et de la nature.

Nouvelle étape de l'expansion du capitalisme ?

Un regard jeté rapidement sur la réalité immédiate inspire l'idée que nous entrons dans une nouvelle étape de l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale: on observe des taux de croissance élevés dans les pays émergents en particulier faisant contraste avec des taux voisins de zéro dans les centres historiques (États Unis, Europe et Japon). Cette expansion du capitalisme se concrétise donc par un transfert progressif de son centre de gravité de la vieille Europe et des États-Unis, vers l'Asie et l'Amérique du Sud. Les historiens considéreront qu'il s'agit là d'un retour à la normale: la Chine et l'Inde représentaient en 1800, à la veille de la révolution industrielle, une proportion du PIB de la production mondiale à peu près équivalente à leur population. Les premières places que ces pays occupaient sur la scène mondiale ne leur ont été ravies qu'à une époque très récente, au cours du XIXe siècle ; le gap Nord-Sud est récent ; mais il est devenu prodigieux.

La thèse de l'expansion du capitalisme est correcte sur un point fondamental : effectivement, les voies et moyens empruntés par tous jusqu'à présent ne font que reproduire les méthodes du système productif du capitalisme historique qui a créé et permis aux pays développés d'être ce qu'ils sont aujourd'hui, pour le meilleur et pour le pire. De le reproduire intégralement, et cela, quel que soit le cadre politique, démocratique ou pas, quel que soit le cadre social acceptant les ravages de la paupérisation les plus abominables, ou largement atténué par des politiques sociales. C'est-à-dire d'une expansion qui développe les forces productives, mais en même temps des forces destructrices de la nature, réduit le citoyen au statut d'observateur de la télévision et de consommateur, annihilant par là même toute authentique expression de la liberté individuelle.

Or ce modèle de développement destructeur n'est remis en question nulle part, ni au centre ni à la périphérie. Il ne l'avait pas été au cours du XXe siècle dans les périphéries qui se sont libérées à des degrés divers du joug impérialiste et même du joug capitaliste, c'est-à-dire dans les socialismes historiques de l'Union soviétique, de la Chine et d'autres pays.

Néanmoins, et dans le cadre de ce jugement global sévère, il y a des variantes dont on ne peut ignorer la portée. On ne peut pas dire que les réalisations de la Chine ou de l'Équateur ne sont pas différentes de celles de la Colombie ou de du Pakistan ! Il y a donc des variantes... selon que ces tentatives, ces avancées, sont inspirées par la volonté de construire un projet souverain, ou en contrepoint s'inscrivent simplement dans la soumission aux exigences dominantes globales qui imposent de s'ajuster à un modèle de sous-traitance capitaliste (ce que j'ai appelé le «lumpen développement»).

Entre le projet souverain idéal, qui n'existe pas, et la sous-traitance pure et simple, qui est le cas de la majorité des pays du continent africain et du monde arabe contemporain, il y a souvent association d'éléments de projets souverains avec des stratégies des politiques d'ajustement à la sous-traitance dans le cadre impérialiste. On ne peut faire abstraction de ces nuances. Le défi n'est pas identique pour les peuples victimes du «lumpen développement» sauvage et pour les autres, qui bénéficient du développement d'ensemble de leur société. Il s'agit là de différences importantes qui garantissent plus de légitimité et de stabilité dans certains cas, beaucoup moins ou pas du tout dans d'autres.

L'argument qui est avancé pour justifier les choix dominants encore aujourd'hui dans le cas de projets souverains cohérents, est qu'il n'y a pas d'autres moyens de développer les forces productives: on ne peut rattraper qu'en copiant. C'est la voie facile et peut-être historiquement nécessaire jusqu'à un certain point. Cet argument est à la fois juste et faux : pour rattraper, il faut copier jusqu'à un certain point même si l'on sait, et on ne le sait pas toujours, que cette option comporte des aspects négatifs.

Dans la révolution russe et ensuite dans la révolution chinoise, beaucoup plus que chez nous dans les expériences comme celles du Nassérisme ou de l'Algérie de Boumedienne, il y a eu au moins un début de lucidité qui avait amené les partis révolutionnaires à penser qu'il fallait à la fois rattraper et faire autre chose, c'est-à-dire construire des rapports de production socialistes. Mais progressivement, l'objectif exclusif du rattrapage s'est imposé, et « faire autre chose » a été graduellement oublié. C'est grave et je crois que si les termes de « socialisme » et « communisme » ont perdu aux yeux des classes populaires

à travers le monde la force d'attraction qu'ils avaient il y a 50 ans c'est justement parce que les circonstances ont obligé de donner la priorité absolue au rattrapage.

Quel est alors notre projet ?

Le projet auquel nous voudrions contribuer est celui d'une utopie créatrice. Il est bon de savoir ce qu'on veut en définitive, même si les expériences historiques prouvent que l'avenir n'est jamais exactement ce qu'on avait imaginé à l'avance. Les générations qui se succèdent apporteront du nouveau, qui n'était pas envisageable auparavant. On peut si l'on veut donner un nom à cet avenir, à cette perspective, en anglais : «value based development», ou encore un développement fondé sur un corpus de valeurs morales, éthiques, sociales qui intègrent la démocratie, la liberté et l'égalité, la solidarité, etc. Pour moi, cela s'appelle le « communisme », celui que Marx avait imaginé.

Cela veut dire beaucoup de choses, et, entre autres, que le «socialisme sera écologique ou ne sera pas», comme l'a écrit Elmar Altwater. Cela veut dire que nous devons intégrer dans la critique des modes d'organisation de la production et de la destination de consommation de cette production, toutes les exigences du respect de l'écologie. De la même manière le socialisme sera démocratique ou ne sera pas. Il doit aller au-delà des expériences historiques des socialismes d'État. Le socialisme d'État, ou le national-populisme d'État, a graduellement perdu une bonne part de sa légitimité aux yeux des classes populaires. Il n'avait pas perdu sa légitimité tant qu'il était capable de donner des résultats en termes d'amélioration des conditions de vie des peuples concernés. Mais lorsque, atteignant ses limites historiques, il s'est essoufflé, il a fini par la perdre.

Cela est vrai pour l'Égypte nassérienne, l'Algérie de Boumedienne, le Mali de Modibo, la Tanzanie de Nyerere, le Ghana de Nkrumah. Mais également pour le socialisme d'État soviétique ou celui de la période maoïste en Chine. Ce socialisme d'État a alors été renversé brutalement en faveur de la mise en place d'un capitalisme privé : c'était l'objectif stratégique des thérapies de choc et de l'ajustement structurel. La thérapie de choc mise en œuvre par Eltsine et Gorbachev en Russie a été dénoncée par beaucoup d'intellectuels comme une stupidité remarquable.

En fait, il s'agissait d'une stratégie intelligente pour ouvrir la voie au capitalisme privé. Dans d'autres pays, en Asie, en Afrique, et dans le monde arabe, les mêmes classes dirigeantes qui avaient été les bâtisseurs de projets souverains réels, en dépit de leurs limites, se sont converties au capitalisme privé, pour rester au pouvoir. Dans d'autres cas, le socialisme d'État s'est transformé en capitalisme d'État. Je fais référence ici aux

pays qui ont refusé de se soumettre intégralement aux recettes du néolibéralisme, de la privatisation, etc.: la Chine, le Vietnam, Cuba. Dans tous les cas, nous sommes confrontés au même défi: la vision et la pratique du développement de forces productives dans le socialisme d'État/capitalisme d'État ne sont pas fondamentalement différentes de celles du capitalisme privé. Mais il y a une différence qui fait que le défi, en termes politiques et sociaux, ne se pose pas dans ces mêmes : car l'objectif stratégique de l'impérialisme est de détruire toute aspiration à l'autonomie des initiatives des peuples et des États.

Que faire aujourd'hui, dans l'immédiat ?

Supposons même que nous tombions tous d'accord sur cet objectif lointain.

Aujourd'hui, dans l'immédiat, quels sont les défis à relever pour s'engager dans cette voie ? Les classes dirigeantes des pays occidentaux ont compris qu'elles ne pouvaient maintenir leur domination, à l'origine des super profits et des rentes de monopole du capital autrement que par le moyen du contrôle militaire de la planète. Pour notre région, le grand Moyen-Orient, cet objectif implique la destruction de nos sociétés, l'annihilation de la capacité des États à refuser la soumission au «néolibéralisme».

L'Islam politique réactionnaire, celui des Frères Musulmans et des Salafites est un allié de choix pour les promoteurs du nouveau projet impérialiste. Borné intellectuellement et opportuniste dans son comportement, l'Islam politique réactionnaire est le garant de la destruction de nos sociétés. Si le FIS avait pris le pouvoir, il n'y aurait plus d'Algérie. Si le pouvoir des Frères Musulmans avait duré dix ans, il n'y aurait plus d'Égypte. En témoigne également la destruction de l'Irak, de la Libye. Ce danger ne concerne pas seulement le monde arabe. Le Mali est menacé de la même manière, comme le furent la Somalie et l'Afrique centrale. Mettre en échec le projet de contrôle militaire de Washington et de ses alliés conditionne toute avancée ultérieure.

L'amorce d'un autre développement commence par la mise en place du meilleur (ou du moins mauvais) des projets souverains possibles dans une première étape, en acceptant les limites de n'importe laquelle des avancées révolutionnaires. Toute ma sympathie va vers toutes les avancées révolutionnaires réalisées en Amérique latine, même si je prends la mesure des dangers de reculs, qui pourraient être dramatiques. Il faut aller doucement, ne pas condamner une avancée sous prétexte qu'elle n'a pas réalisé «le communisme de l'an 3000», s'autoriser à qualifier ses auteurs de traîtres ! Et faire ainsi le jeu de l'impérialisme.

Il s'agit donc de penser un projet souverain réel, qui s'inscrit dans un héritage historique. Avant de justifier ou condamner, il faut essayer de comprendre. Et on ne peut pas comprendre la Chine ou un quelconque autre pays en faisant abstraction de son histoire, des défis réels auxquels il a été confronté dans les différentes étapes de son histoire.

L'amorce d'un projet souverain implique une prise de décision et des programmes économiques précis. Ce n'est pas une clef qui ouvre toutes les portes, un «blue print», comme les ordonnances de la Banque mondiale qui propose le «libéralisme» comme médicament universel, en fait une médication qui rend tout le monde malade !

Sortir du néo-libéralisme par des politiques économiques, qui permettent plus de justice sociale, améliorent réellement les conditions de travail, offrent plus d'éducation, de santé. On ne peut pas faire cela avec la recette néolibérale, nulle part. Pas même dans les pays opulents en dépit des coussins de sécurité dont ils disposent. Comment cela pourrait-il être le cas dans un pays quelconque du Sud ?

Un projet souverain digne de ce nom crée et renforce la base populaire qui le soutient, condition de son succès. Un régime qui n'a pas de base populaire reste vulnérable. Y compris aux attaques militaires le cas échéant. C'est la situation dans laquelle se trouvait l'Irak après des décennies de dictature de Saddam Hussein. Et on ne peut pas conquérir cette légitimité par la seule magie d'une rhétorique nationaliste (ou parareligieuse – la résistance des musulmans à l'agression de l'impérialisme occidental et chrétien). On ne peut le faire que sur la base d'un projet de développement authentique : la démocratisation est indissociable du progrès social.

Bandung avait donné le signal de la reconquête de notre indépendance. C'est encore la reconquête de notre indépendance dans les conditions d'aujourd'hui qui est à l'ordre du jour.

Le projet souverain, en rompant avec la pensée unique néolibérale et les diktats de la mondialisation financière, permet d'amorcer des avancées sociales, la reconstruction d'un monde polycentrique négocié respectueux des souverainetés nationales, et de préparer ainsi les conditions les plus favorables pour aller de l'avant dans l'invention d'une civilisation nouvelle, respectueuse de l'écologie et de l'être humain.

Texte publié sur le site de l'Institut Frantz Fanon, <http://institutfrantzfanon.org/quelles-alternatives-a-la-mondialisation-pour-le-sud-par-samir-amin/>

Parenthèse féconde

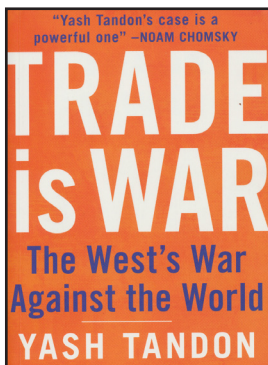
Dans ce trop bref tour d'horizon des heurs et malheurs de la planification économique, on renverra utilement aux pages qu'y consacre l'économiste Rémy Herrera dans l'ouvrage publié cette année aux éditions Delga sous le titre «La maladie dégénérative de l'économie: le «néoclassicisme». Dans le chapitre sur la théorie économique du développement (Kalecki, Prebisch, etc.), il rappelle ainsi que «c'est sous la poussée des pays que l'on nommait encore à l'époque du «Tiers-Monde», que la discipline tout entière fut contrainte de souligner, plus souvent qu'elle ne l'aurait sans doute souhaité, l'utilité de la planification des économies, du fait notamment de son influence positive exercée sur les comportements des agents privés.»

Nous soulignerons, pour notre part: poussée du Tiers-monde, donc, l'exemple du Sud, alors comme maintenant? Il poursuit: «Cet «anti-hasard» qu'était le plan, suivant l'expression de Pierre Massé, devait jouer un rôle «de réducteur d'incertitudes, d'instrument d'information des agents, mais aussi, d'apprentissage collectif du développement économique».» Massé, c'est 1965, «Le plan et l'anti-hasard», publié dans la collection Idées de Gallimard.

Cela n'a eu qu'un temps. Et Herrera l'évacue en deux paragraphes, trois mouvements, plus bas, sur la même page: «Toute bonne chose a une fin. Car cet espace, produit de l'histoire des faits et des idées, allait être rapidement reconquis au cours des décennies 1970-1980, par le néolibéralisme dans la pratique, et par le nouveau «mainstream» néoclassique dans la théorie.»

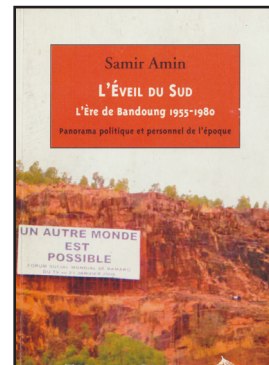
Au Sud, l'échec des politiques de développement fondées sur des stratégies d'industrialisation par substitution aux importations (développement autocentré) va faire place à une politique de promotion des exportations, étant entendu, note Herrera, que toute stratégie de développement authentique, «hors des dogmes du néolibéralisme», sera désormais «prohibée». On en est encore largement là, aujourd'hui. Pour savoir où aller, il faut savoir d'où on vient. (E.R.)

Rémy Herrera, La maladie dégénérative de l'économie: le néoclassicisme, éd. Delga, 220 pages, 19,80€.



Yash Tandon, Trade is War, O/R Books (New York – Londres), 2015, 198 pages, 17 €.

Si on veut comprendre le fin mot des guerres commerciales (et du monde qui est le nôtre en général, ajouterions-nous), il y a trois choses qu'il importe de bien saisir au préalable, écrit Yash Tandon au dernier chapitre, de combat, de son livre. C'est, primo, l'impérialisme. C'est, secundo, l'enjeu des ressources naturelles. Et c'est, tertio, le contexte général d'une «anarchie globale» dans l'organisation de notre petit habitat planétaire. Retenons, ici, la notion d'impérialisme. Yash Tandon prend un malin plaisir à illustrer le dédain (donc, l'ignorance) des porte-parole autoproclamés de l'Occident envers ce concept crucial pour la compréhension des relations (d'exploitation) Nord-Sud, une Aminata Traore, ex-ministre malienne, sachant quant à elle très bien de quoi il s'agit. Cela peut faire sourire. Mais il suffit de jeter un coup d'œil aux «chartes» et autres documents se voulant programmes de solidarité du petit monde des ONG pour vérifier la chose. Le mot «impérialisme» n'y apparaît nulle part. Un même dédain, une même ignorance. Raison excellente pour lire Yash Tandon, bien sûr. L'Organisation mondiale du commerce, il connaît comme sa poche. Le sort fait là et en d'autres «hautes sphères» aux pays du Sud, aussi, et c'est pourquoi Tandon, l'Africain, a fondé le Seatini (Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Instituté), dont le but avoué est de venir en aide aux Africains afin qu'ils ne se fassent pas rouler dans la farine. Qu'il ait entre-temps été nommé directeur du South Centre – centre de résistance du Sud – est dans l'ordre des choses, il suffit de lire son livre, lumineux, pour comprendre pourquoi. Noam Chomsky l'a lu, de même que Vandana Shiva et Samir Amin, avec autant de plaisir et de gratitude que, bientôt, les lecteurs du Gresea échos, voilà qui est sûr et certain! (E.R.)



Samir Amin, L'éveil du Sud, Le Temps des Cerises, 2008, 400 pages, 22€.

Samir Amin, inutile de présenter. En ces temps de fêtes de fin d'année, d'étrennes voire de solde formant queue de comète, cautions dès lors livre: en ces temps-ci, en tout temps, offrir un livre est un acte concret de solidarité émancipatrice – et, plutôt que d'en choisir parmi les géants monopolistiques de l'édition (Hachette & cie), pourquoi ne pas aller voir du côté du Temps des Cerises (ou d'autres éditeurs indépendants): son catalogue est de la meilleure eau, Annie Lacroix-Riz côtoie Castro, Gramsci, Lafargue et bien d'autres que l'honnête humain empile sur la table de chevet. Ce Samir Amin est de ceux-là, véritable somme historique des heurs et malheurs des fronts nationaux de libération contemporains cherchant à accoucher d'un monde meilleur, donc socialiste, avec la chronique, pays par pays (Samir Amin les a presque fréquentés tous), de leur trajectoire accidentée – impérialismes obligent (voir, ci-contre, Yash Tandon). L'accent est naturellement sur l'Afrique, où Samir Amin a personnellement prêté main-forte aux États appelés à construire leur indépendance: c'était du temps où le Parti (et l'Église, toujours là, elle) démontrait que l'internationalisme n'est pas un vain mot. L'Afrique, mais aussi toutes les nations qui ont su, vaille que vaille, tracer leur propre chemin, la Chine, le Vietnam, Cuba... En un mot comme en cent, c'est un livre qu'on lit et relit, qu'on consulte tel un dictionnaire de la géopolitique, qu'on annote et qu'on... recommande urbi et orbi. (E.R.)